



Parti socialiste  
du Valais romand

# le peuple. VS



## Assurer les retraites.

Renforcer l'AVS  
le 24 septembre

2x OUI

### Edito | L'indispensable clarté



**Barbara Lanthemann** – Les votations fédérales du 24 septembre prochain mettront fin, du moins pour quelques temps, à une bataille rangée sans précédent.

Les adversaires de la réforme prévoyance vieillesse 2020 se sont donnés une peine folle à détruire un travail de longue haleine, qui a abouti à un consensus modèle helvétique.

On lit de-ci de-là dans la presse les petites phrases à deux balles de quelques pourfendeurs de la réforme, qui du haut de leur mépris souverain, dénigrent les compensations durement acquises, se gaussant de n'avoir pas besoin, eux, de ces 70 francs.

Les défenseurs de la réforme multiplient les débats, à l'image de notre ancienne conseillère fédérale Ruth Dreifuss qui sillonne la Suisse et

sera à Sion le 15 septembre pour un énième débat, invitée par le PSVR.

C'est bien l'affrontement de deux visions de la société qui se met en place. L'une se veut solidaire, l'autre individualiste. Comment expliquer à la population une réforme technique et complexe sans décourager les moins passionnés?

Le peuple là au milieu, ne sait plus à quel saint se vouer, confronté à des arguments contradictoires, et surtout tellement complexes qu'on y perd son français. Pour celle et celui qui remplit sa tâche 9 heures par jour, tout ça pour assurer le paiement des factures à la fin du mois, les

taux de conversion, montants de coordination et d'indexation évoquent souvent des planètes lointaines qui passent au-dessus des têtes sans qu'on ne puisse jamais les approcher...

Il faudra alors faire confiance à «celles et ceux qui savent». Elus et élues socialistes, spécialistes, chevronnés experts de la question, voilà qu'un bon nombre de citoyens se retrouve livré aux mots d'ordre que nous leur suggérons.

Sachons dès lors mériter cette confiance et l'entretenir. De nombreux-ses camarades comptent sur notre intégrité, notre loyauté aux valeurs qui nous sont communes.



## Charte pour l'égalité



**Esther Waeber-Kalbermatten, conseillère d'Etat**

– La Charte pour l'égalité salariale dans le secteur public été lancée par le conseiller fédéral Alain Berset, en partenariat avec les cantons et les communes.

En signant cette Charte, le canton du Valais veut appuyer, dans sa sphère d'influence, la mise en œuvre de l'égalité salariale entre femmes et hommes, une mise en

œuvre désormais ancrée dans la loi. La Charte réaffirme la détermination de rendre effectif le principe constitutionnel de salaire égal pour un travail de valeur égale. Elle traduit la volonté des signataires de s'engager en tant qu'employeurs, commanditaires de marchés publics ou organes de subventionnement.

La Charte prévoit de :

– Sensibiliser à la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes les collaboratrices et collaborateurs impliqués dans la fixation

des rémunérations et l'évaluation des fonctions, mais aussi dans le recrutement, la formation et la promotion professionnelle.

– Réaliser, au sein de l'administration publique, une analyse régulière du respect de l'égalité salariale en recourant à un standard reconnu.

– Encourager, au sein des entités proches des pouvoirs publics, une analyse régulière du respect de l'égalité salariale, en recourant à un standard reconnu.

– Faire respecter, dans le cadre

des marchés publics et/ou des subventions, l'égalité salariale en introduisant des mécanismes de contrôle.

– Informer sur les résultats, notamment en participant au monitoring effectué par le Bureau fédéral entre femmes et hommes.

Je suis heureuse de cette démarche fondamentale de notre canton, elle va dans le sens d'une égalité salariale réelle.

## Ligne THT : opposition renforcée



**Mathias Reynard, Conseiller national**

– L'opposition à la ligne THT Chamoson-Chippis se renforce. Ce samedi se tenait à Grône l'assemblée générale de «Haute Tension Sous Terre» suisse, association que je préside et qui s'engage contre de nombreux projets de lignes électriques aériennes à travers le pays. L'occasion pour notre organisation d'évaluer le niveau d'opposition à la ligne très haute tension (THT) Chamoson-Chippis.

Résultat : plus de 250 personnes ont répondu présent. Un magnifique succès populaire face à un projet dépassé et nuisible pour notre région!

Le combat contre l'installation de ces géants d'acier (100 mètres de haut!), qui défigureraient le Valais central, c'est celui de David contre Goliath. Les intérêts économiques sont importants et le lobby de

l'électricité reste très puissant à Berne.

Heureusement, nos soutiens sont toujours plus larges. Les communes concernées – et en particulier celles de Grône, Chippis et Chalais – s'engagent avec détermination. Le Grand Conseil valaisan s'est de son côté positionné à plusieurs reprises pour l'enfouissement total de la ligne THT. A Berne, le Conseil national a accepté en

mars mon postulat pour intégrer dans la planification du réseau la variante enterrée. Enfin, ce samedi, le conseiller d'Etat Roberto Schmidt a pris officiellement position

contre la variante aérienne. Nous veillerons à ce que ces paroles se transforment en actes.

Dans ce contexte, quoi que décide le Tribunal fédéral sur notre recours, la construction par Swissgrid de la ligne THT aérienne serait à présent un passage en force inacceptable. Que ses responsables se rappellent qu'ils vivent dans un pays démocratique!

**La construction par Swissgrid de la ligne THT aérienne serait à présent un passage en force inacceptable.**

## Le premier budget



**Emmanuel Amoos, chef de groupe ADG au Grand-Conseil**

– M. le Conseiller d'Etat Schmidt présentait vendredi dernier le premier budget du nouveau Gouvernement valaisan. Bien que l'analyse de détails occupera la Commission des finances ainsi que le Parlement ces prochains mois, je souhaite d'ores et déjà soumettre quelques commentaires.

Le budget 2018 réintègre, pour la première fois depuis trois ans, la distribution de dividendes de la Banque nationale suisse (BNS) pour près de CHF 27 millions, répondant ainsi aux demandes répétées du groupe Alliance de Gauche. Suite à la perte du compte 2014, M. Tornay avait proposé de ne plus budgétiser de montant. Cela a permis au Gouvernement de justifier de nombreuses coupes budgétaires impactant directement les personnes les plus modestes de notre canton. Et pourtant, depuis de très nombreuses années, une non distribution de la BNS reste clairement une exception. Par exemple, pour 2017,

la BNS versera à nouveau 46 millions au canton du Valais.

Ce montant important supplémentaire et les excellents résultats comptables enregistrés depuis 2 ans auraient dû permettre au Conseil d'Etat de réévaluer certaines coupes budgétaires effectuées principalement au niveau de l'enseignement et des subventions d'assurance maladie.

Or il n'en est rien. Un montant correspondant de 30 millions est affecté au fond de fluctuation des recettes, une sorte de réserve financière pour les exercices futurs. A mon avis, il ne fait aucun sens de réduire, par exemple, la qualité de l'enseignement, pour générer des réserves financières. Ce fond devrait uniquement être alimenté au compte en cas de bon résultat, mais jamais par le budget.

Si le projet de budget 2018 du Gouvernement semble se démarquer de la «période d'austérité Tornay», le groupe Alliance de Gauche continue à se battre afin que des moyens supplémentaires soient affectés pour soutenir réellement les citoyennes et citoyens de notre canton.



## La Jeune Garde | Se remettre en question pour se renforcer



**Clément Borgeaud**

– La gauche radicale défend un NON à PV2020, argumentant essentiellement que l'âge de la retraite à 65 ans pour les femmes est inacceptable. Partant de cela, elle propose de refuser tout le paquet, déclarant que l'approche du compromis prôné par le PS est inenvisageable.

Leurs critiques sont justes. Elles n'ont que peu à voir avec le projet. J'ai eu l'occasion d'en débattre à de nombreuses reprises avec des représentant-e-s du « non de gauche », souvent des camarades issu-e-s de la Jeunesse socialiste. Leurs propos sont corrects : le marché du travail refuse les travailleurs âgés, les rentes seront toujours insuffisantes, l'égalité salariale n'est pas. C'est vrai. Mais ces critiques sont dirigées vers l'ensemble du système, de notre société. Nous avons sur la table un projet visant à assainir les finances de l'AVS, en garantir les rentes jusqu'à l'horizon 2035. Il y parviendra. Refuser PV2020 en spéculant sur une

volonté populaire résolument sociale et solidaire témoigne d'un manque grave de clairvoyance et d'un déni de responsabilité : nous devons réformer notre système. L'histoire récente l'a montré : le peuple suisse est peu enclin aux mesures solidaires, craignant la faillite suisse. AVSplus, refusé. RBI, refusé. 6 semaines de

**le marché du travail refuse les travailleurs âgés, les rentes seront toujours insuffisantes, l'égalité salariale n'est pas.**

vacances, refusé. Salaire minimum, refusé. Qu'on le veuille ou non, nous n'avons pour l'instant pas de majorité suffisante, parlementaire ou « populaire », pour faire passer des projets plus à gauche. La droite est forte. C'est déplorable. C'est un fait. Il faut agir là-contre. Et pas refuser un projet qui renforce notre solidarité et assure le financement de l'AVS.

Nier la réalité politique et se placer

en opposition constante est facile. Il est plus difficile d'admettre les faits et d'agir en conséquence. C'est ce que le PS fait avec ce compromis. Il nous laissera un temps suffisant pour remettre l'ouvrage sur le métier, gagner des sièges aux Chambres, expliquer nos projets et convaincre la population de les soutenir, afin de

progresser par la suite. Les luttes de gauche ne se synthétisent de loin pas dans PV2020, et repousser la réforme est irresponsable. C'est pourquoi je voterai OUI le 24 septembre, convaincu que renforcer la solidarité de l'AVS est essentiel, tout comme la meilleure prise en compte du temps partiel dans la LPP.



## La Voix des Partisans | A l'heure de la rentrée...



**Olivier Salamin, Vice-président de Sierre**

– Pas besoin de diplômes ou de titres particuliers pour entrer dans l'actualité politique 2017. Il suffisait, du 4 au 6 août dernier, d'une inscription à l'Uni d'été du PS Suisse... D'un coup de cuiller à pot, vous vous retrouviez dans le cadre idyllique de la Couronne impériale (au Grand Hôtel de Zinal) pour débattre de mille et un sujets, dans le plus grand respect, et en toute convivialité.

Ce type de rencontre frappe d'abord par la qualité de l'accueil des organisateurs, mais aussi par la décontraction des participants et la très grande facilité de mutualiser les contacts pour parler de sujets qui animent nos mandats ou pour débattre de thèmes

d'actualité aussi brûlants que : l'avenir de nos retraites, le développement d'une politique climatique, les opportunités et défis de la révolution numérique, migration et racisme, etc., etc. Pour vous donner encore un peu plus l'eau à la bouche et vous inviter à rejoindre cette université de proximité l'an prochain, voici – à titre d'exemples – un bref aperçu de deux ateliers.

Le premier, animé par Olga Baranova, avait pour thème la participation aux prises de décisions au sein d'un parti. Outre le fait que le PS Suisse propose un nombre insoupçonné d'appuis à la gestion des sections, Olga Baranova nous a permis – à travers quatre points d'attentions très simples – de proposer par petits groupes une action partisane. Pour chacune d'elle, il suffisait de vérifier que : les objectifs

étaient réalistes, le contact était personnel, les participants avaient chacun leur responsabilité, leur motiva-

**Il suffisait de vérifier que : les objectifs étaient réalistes, le contact était personnel, les participants avaient chacun leur responsabilité, leur motivation était régulièrement entretenue.**

tion était régulièrement entretenue. Force est de constater que ce petit canevas s'est révélé très efficace, puisque trois groupes de travail ont ajusté et élaboré leur projet grâce à cette grille de lecture.

Le second atelier était animé par l'excellente Caroline Dayer, que nous

connaissons pour le courage de ses prises de position publiques, notamment lorsqu'il s'est agi de croiser le fer avec Oskar Freysinger et Benjamin Roduit à propos de la suppression d'un atelier sur l'homophobie au Collège des Creusets (qui avait été un peu vite résumé qu'enfin, vous n'y pensez pas, ça n'existe pas chez nous!)

Au travers de petits exercices qui nous ont permis de faire connaissance de manière ludique, mais aussi de mettre en évidence les préjugés sur lesquels nous nous construisons, l'intervenante nous a présenté des pistes concrètes pour prévenir et lutter contre les discriminations et la violence.

Distinguer nos croyances (stéréotypes), de nos attitudes (préjugés) et de nos actions (discrimination), nous a permis de faire un pas de côté et de construire ensemble un discours posi-

# Le dossier d'Ingrid Mattmann | La Suisse candidate aux Jeux Olympiques d'hiver 2026

**sion  
2026**  
LES JEUX  
AU CŒUR  
DE LA SUISSE



**Ingrid Mattmann**  
– **Chrono...  
logiquement!**  
**2017**

Le 4 août, le comité de candidature Sion

2026 et Swiss Olympic ont adressé à la Confédération le dossier de faisabilité pour des Jeux Olympiques d'hiver en 2026.

**En course:** les cantons de Berne, Vaud, Fribourg, Grisons et le Valais.

Le Conseil fédéral prendra une décision de principe en octobre. Le paquet sera ensuite présenté en consultation.

**2018**

La décision finale sera rendue en mai.

**2019**

Le CIO annoncera les villes hôtes à Milan.

Après Sion 1976, Sion 2002, Sion 2006, voici Sion 2♥26.

Pour la quatrième fois (ou cinquième si l'on compte le projet de candidature avorté de 1976), la capitale valaisanne se voit naturellement la ville hôte de ces Jeux, idéalement placée au cœur des Alpes.



**«Citius, Altius, Fortius»**

«Plus vite, plus haut, plus fort.»

Cette devise, prononcée par le baron Pierre de Coubertin, rénovateur des JO, lors de la fondation du Comité international olympique –CIO– en

1894, revêt à l'heure actuelle une réelle importance pour les détracteurs.

Les dernières olympiades, Sotchi 2014 en particulier –50 milliards d'euros– refroidissent: des budgets éclatés, des constructions gigantesques à l'abandon, et les impôts reportés sur des générations futures.

## La compétition

Les Verts disent Non: «Les JO ne sont plus attractifs».

Et pourtant la Suisse comptait pas moins de 163 athlètes aux JO de Sotchi, une des nations les plus représentées: la quatrième sur les 88 pays participants, derrière les Etats Unis –230–, la Russie –226–, le Canada –220–, et devant l'Allemagne –153–, la France –114–.

L'UDC dit Non: «Non aux promoteurs spéculateurs».

Le WWF s'engage également contre la candidature de Sion 2026: «Les JO ne peuvent pas être durables et écologiques».

## Des Jeux à taille humaine!

Le PLR est à fond «Pour»

Un dossier de faisabilité présenté début août à la Confédération, un comité de soutien politique à la candidature olympique constitué par les cantons du Valais, de Vaud et de Fribourg ainsi que la ville de Sion (Berne devrait y adhérer prochainement) en juin dernier, quelle est alors aujourd'hui la position du Conseil d'état? Quelles sont les raisons qui animent notre Conseiller d'état, Frédéric Favre, Chef du département de la sécurité, des institutions et du sport, président du comité de soutien politique, à soutenir ce projet?

«Il est trop tôt pour donner la position du Conseil d'Etat, me confie Frédéric Favre. Nous analysons le dossier en collaboration avec le Conseil fédéral, avec Guy Parmelin, Chef du département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports. Savoir si c'est raisonnable est à l'étude, combien cela coûte, et que ce soit le moins possible pour les régions concernées».

Ancien sportif de haut niveau – cinq fois champion suisse de karaté –, arbitre principal en ligue nationale de hockey sur glace pendant 15 ans, Frédéric Favre se reconnaît compétiteur, même si aujourd'hui les valeurs relationnelles dans le sport lui sont plus importantes que les médailles. Or, ces valeurs il veut les transmettre à la jeunesse. Lui-même père de trois enfants, il ne fera pas de leur avenir un fardeau financier, répercutant de possibles déficits comme cela fut le cas, par le passé, pour de nombreux contribuables (exemple 27 ans pour les Grenoblois).

Et plus récemment, les opposants à une candidature se réfèrent toujours à Sotchi, qui est un gouffre financier.

Sur les 1,857 milliard de budget prévu à l'heure actuelle pour le projet, le budget de 150 millions maximum annoncé pour le Valais sur 10 ans, soit 15 millions par an, est tout à fait acceptable. Et nous travaillons pour que ce montant soit le plus petit possible, annonce Frédéric Favre.

Depuis Orsières, où il assiste au départ du trail Orsières-Champex-Chamonix (1600 coureurs) on sent l'enthousiasme du Conseiller d'état en regard des événements sportifs qui engendrent des retombées économiques.

Un événement comme les Jeux Olympiques d'hiver, quatrième sur le plan mondial des événements sportifs les plus regardés, génère la venue de 11 000 journalistes, et représentent environ 160 heures de retransmission.

L'avant JO amène des milliers de personnes en repérage.

De cette visibilité découlent bien évidemment des plus-values économiques non négligeables: des emplois créés, des infrastructures vieillissantes rénovées, des sites oubliés remis sur le devant de la scène, telle

### «SION 2026 – LES JEUX AU CŒUR DE LA SUISSE»

«Rendre la Suisse fière en relevant le défi d'organiser en 2026 des jeux rafraîchissants, incitant à la pratique du sport pour tous, exploitant le savoir-faire helvétique pour créer un moment magique et un héritage durable qui permettront de revaloriser l'expérience des sports d'hiver.»

Ainsi se définit la «mission» de Sion 2026!

Durant cette période délicate pour le tourisme suisse et valaisan, le projet de Jeux Olympiques d'hiver en terre helvétique, dans un nouveau concept «Des Jeux à taille humaine», 78 ans après Saint-Moritz – la seule ville hôte suisse à accueillir des JO –, paraît alléchant.

Or, il soulève bien des débats, déjà, entre partisans et opposants.

«Pour» ou «Contre», le peuple a aussi son mot à dire!



la Vallée de Conches où se déroulerait le ski de fond, par exemple.

Une résonance des jeux sur l'ensemble de la Suisse serait considérée comme une véritable promotion pour le tourisme.

Sion, le Valais, la Suisse seraient le centre du monde, avec des JO d'hiver au cœur des Alpes.

Nous devons aller de l'avant, nous voulons offrir du nouveau pour les générations futures.

Propos tirés d'un échange téléphonique avec Frédéric Favre.

Le PS ne s'est pas encore prononcé. Néanmoins deux membres du parti ont joué le jeu du « Pour et Contre ».

« Contre » Jean-Henri Dumont, ancien président du PSVR, ancien Député, ancien Conseiller général, et ancien basketteur de haut niveau, VS « Pour » Tarcis Ançay, Député suppléant, en route pour le marathon de la défense de la candidature, normal pour un champion suisse de marathon à plusieurs reprises (quatre titres) et vainqueur en 2006 de Sierre-Zinal.

Jean-Henri Dumont garde du ressentiment sur la candidature de Sion 2006, dont il était pourtant le Président de la commission du PSVR. L'élément fédérateur était le bénéfice qu'aurait pu en retirer la « Fondation pour le développement durable des régions de montagne -FDDM- », soit 1% du budget de 20 millions. Or Turin gagne la mise, et la « FDDM » vivote avec 300 mille francs de budget annuel.

### « L'argent, le nerf de la guerre! »

Les chiffres, la cible de JHD!

Des recettes d'abord :

- 525 millions: CIO
- 822 millions: Comité d'organisation
- 510 millions: contributions publiques: cantons et communes, soit 150 à 180 millions pour le Valais sur 9 ans (2017 à 2026), 20 millions/an.

Or 20 millions, ce n'est pas une bagatelle, annonce Jean-Henri Dumont, 20 millions c'est environ le budget annuel cantonal pour l'entretien des routes, ou encore le montant des dernières coupes des subventions pour l'assurance maladie.

Aux Dépenses:

- 267 millions: aménagement sites

- 552 millions: opération
  - 298 millions: technologie
  - 371 millions: autres (100 millions Héritage olympique -> création Fondation)
  - 169 millions: réserves
- Pour un total de 1,857 milliard.

### « Qu'est-ce qu'il y a de gauche dans un projet comme ça? »

Ne figurent pas dans le budget

- La sécurité pour environ 300 millions, dont 100 millions pour la sécurité intérieure.
- Les investissements: estimation 95 millions
- Les garanties de déficit: 1 milliard demandé à la Confédération, 200 à 300 millions pour les cantons.

Là où le bât blesse pour JHD: 1,857

milliard, 60 à 70% de garantie de déficit demandés aux cantons et à la Confédération.

Mais encore, l'organisation du projet a un coût, répercuté sur qui: 10 millions des sponsors et 10 millions les cantons, les communes?

« Qu'est-ce qu'il y a de gauche dans un projet comme ça? »

Ce projet privé, projet collectif d'entrepreneurs (Christian Constantin est un des vice-présidents du comité Sion 2026), ne sied donc pas du tout à notre opposant.

Pour Tarcis Ançay, la garantie de un milliard de déficit demandé à la Confédération n'est pas un souci. Si elle l'accorde, c'est qu'elle l'a déjà et que le dossier est fiable. Ne pas oublier non plus que des sponsors étrangers vont investir pour la Suisse. Christian Constantin ne fait rien certes à perte, mais ce n'est pas son but pre-

mier. Depuis quatre ans, il emploie deux personnes à temps plein sur le projet.

Les constructions durables devraient s'autofinancer, il est prévu de vendre avant les JO, des appartements par ex. Tout est fait pour promouvoir tout ce qui est environnement.

Les Verts y sont opposés, que leur dire pour les faire changer d'avis? TA me répond que les Verts sont « contre » par principe, et ne sont pas conscients de ce que peuvent apporter les JO.

Quel est le sens alors d'organiser des Jeux olympiques d'hiver en Suisse? « C'est le sport, la jeunesse, des objectifs d'éducation. Faire des JO en Suisse pour des médailles suisses. L'important ce n'est pas de participer, c'est de gagner ».

La dimension humaine c'est: Valoriser, rénover, utiliser, perdurer. »



### Commentaire

Redonner ses lettres de noblesse au tourisme, revaloriser les sports d'hiver, encourager nos athlètes!

La Suisse au cœur d'un événement sportif mondial de telle ampleur, le quatrième le plus suivi, comme le soulignait Frédéric Favre, n'est pas négligeable; c'est en partie grâce aux Jeux olympiques d'hiver que Saint-Moritz est aujourd'hui une des stations de sports d'hiver et de villégiature les plus connues des Alpes.

Si nous comparons le nombre d'athlètes présents lors des Jeux olympiques d'hiver, nous nous apercevons que la Suisse y est toujours bien représentée. En 1994, à Lillehammer 48 athlètes suisses concouraient, et 163 à Sotchi, vingt ans plus tard. Alors que la délégation à Rio, pour les JO d'été, ne comptait que 107 athlètes suisses (pour un ordre de grandeur, les Jeux d'été sont 8 fois plus importants que les Jeux d'hiver).

Que la Suisse devienne en 2026 le pays hôte redorerait aussi le blason de Jeux entachés par la corruption, le dopage. Le peuple par une votation (cantonale certainement, fédérale pas obligatoirement) sera consulté.

Au comité de Sion 2026, au comité de soutien politique, alors, de présenter un dossier clair et respectueux de l'environnement, de limiter les dépenses afin d'ouvrir une perspective d'avenir pour l'économie du pays et pour le bien des citoyens.

## Parole au PCS-centre-Gauche | Sécurité alimentaire

**Gary Delalay** – La sécurité alimentaire est un élément très important pour un pays, et l'arrêté fédéral sur ce sujet soumis au peuple ce mois-ci est donc une très bonne chose. Je m'interroge toutefois sur l'exhaustivité du texte tel que le parlement le présente: effectivement, il semble que le nouvel article insiste passablement et uniquement sur l'agriculture. C'est certes important, mais par le titre «sécurité alimentaire» je m'attendais aussi à y trouver des notions sur la santé des consommateurs. Je m'étais apparemment fourvoyé. Encore plus étonnant, la production animale n'est absolument pas mentionnée, ni dans le texte, ni dans l'argumentaire.

Si l'on se base pourtant sur l'argumentaire, le but est d'asseoir la garantie de l'approvisionnement alimentaire de la population. L'élevage est une industrie importante en Suisse, comme le démontrent année après année les chiffres; et si ceux-ci ne suffisent pas, il suffit de visiter un grand abattoir pour mieux se rendre compte de la quantité que cela représente. L'élevage est donc un point important pour l'approvisionnement alimentaire en Suisse. Un certain aspect de l'éle-

vage peut toutefois avoir un impact non négligeable sur la santé du consommateur tout comme sur l'économie de la branche: les épizooties. Je commencerai à parler de l'économie, puisque la santé du consommateur n'est apparemment pas concer-

**L'élevage est une industrie importante en Suisse, comme le démontrent année après année les chiffres.**

née par ce texte. L'économie de la branche peut être touchée directement, c'est-à-dire par des maladies causant des pertes importantes dans les troupeaux (la peste porcine par exemple) ou alors provoquant une baisse importante du rendement, qu'il soit laitier (la diarrhée virale bovine secondairement aux avortements) ou carné (amaigrissement de l'animal suite à une maladie). Il ne faut cependant pas oublier les pertes économiques occasionnées par la méfiance des consommateurs envers un certain type de produit, dont l'exemple le plus marquant est certainement le



recul des ventes de la viande de bœuf ayant suivi le scandale de la vache folle.

C'est pour cela que si la Confédération veut réellement créer des conditions

cadres pour garantir la sécurité alimentaire, elle ne doit pas oublier de tenir compte de la lutte contre les épizooties, qui doit, pour être efficace, être coordonnée au niveau fédéral.



### Le vengeur masqué

D'un côté Macron, coqueluche des médias pendant toute la campagne présidentielle. On sait maintenant que son maquillage lui a coûté 26'000 euros en trois mois. A croire que tout n'est pas encore sous contrôle dans le monde médiatique d'En Marche, et que certains autres médias «politiques» n'ont pas été tout à fait muselés. Mais bon, nous n'en sommes qu'au début du quinquennat, un peu de patience, diable!

De l'autre côté, nos trois conseillers d'Etat fraîchement élus. Convoquée pour une conférence consacrée aux premiers cent jours de gouvernance, la

presse s'est retrouvée quelque peu ... bredouille. Parce que cent jours, dont 60 en période de vacances estivales, c'est peu... A en croire les personnes interrogées, c'est la lune de miel au Palais du gouvernement. Le temps de changer quelques photos sur les murs, de ranger ses crayons et ses petits papiers dans le tiroir du bureau, de faire connaissance avec la machine à café et les secrétaires qui les apportent.

Trop ou pas assez? C'est là tout l'art de la communication!

## Courrier libre |

Lorsque l'on pose la question à certains syndicalistes et socialistes « que fera-t-on après le rejet de PV2020? », si tant est que celle-ci soit rejetée, ce que je ne souhaite pas, la réponse est « rejeter PV2020, ensuite intégrer une partie du deuxième pilier dans l'AVS, meilleur marché et plus social. On a de quoi faire pour quelques semaines ». Que voilà un beau programme! C'est un peu vite oublier l'histoire.

Lors du congrès du PSV en 1972 à Vernayaz, j'avais défendu cette option issue d'une initiative « pour une véri-

table retraite populaire » et j'étais à l'époque bien seul à défendre ce choix. En votation fédérale au mois de décembre 1972, le peuple refusera cette initiative par 1'481'488 non et seulement 294'511 oui. Aujourd'hui certains voudraient réécrire l'histoire, mais avec le tournant qu'a pris notre société où la responsabilité individuelle a été érigée en dogme, je n'y crois nullement.

En cas de rejet que se passera-t-il? Dans les officines de la droite la plus et la moins dure, c'est une augmenta-

tion de l'âge de la retraite pour tous et toutes à 67 voire à 70 ans et ce, malgré les dénégations de Mme Moret, candidate au conseil fédéral, et surtout la volonté de privilégier le deuxième pilier au détriment de l'AVS. Lorsque l'on sait que les avoirs de prévoyances sont aujourd'hui de plus de 900 milliards de francs, il y a de quoi faire saliver les grands groupes d'assurances. Ceux-là crient déjà au scandale et demandent de baisser encore plus le taux d'intérêt mis sur les avoirs des travailleurs. Lors des

bonnes années où les taux de rentabilité de ces avoirs avoisinaient les 7 à 8%, les intérêts pour les travailleurs n'ont jamais été plus élevés que les 4% prévus par la loi. Qui a empêché la différence?

On peut toujours rêver d'un monde meilleur, le 24 septembre, l'on devra prendre cette révision telle qu'elle est, même si elle est difficile à avaler. Un tien vaut mieux que deux tu l'auras.

**Germain Varone**

### Une chance à saisir

Ce n'est pas tous les jours que le Peuple suisse peut se prononcer sur un renforcement de l'AVS. Ce sera le 24 septembre prochain qu'il devra dire s'il soutient la révision de la Prévoyance vieillesse 2020.

En effet, si cette réforme est acceptée, ce sera le premier renforcement de l'AVS depuis 1977. Un pas certes modeste, mais qui signifiera un changement de politique bienvenu dans le rapport aux forces actuelles.

Ce renforcement de l'AVS sera combattu principalement par l'UDC et le PLR et une grande partie des patrons, principalement pour des raisons idéologiques, car ces forces voient dans le deuxième pilier un commerce lucratif. Il faut savoir que la masse financière investie dans cette assurance dite sociale dépasse 900 milliards de francs. Rien d'étonnant dès lors qu'elles ne veulent en aucun cas tuer la poule aux œufs d'or.

Parmi les opposants, on trouve aussi des petites minorités de la Gauche qui n'acceptent pas un relèvement de l'âge de la retraite des femmes de 64 à 65 ans, ni la baisse de 6.8 à 6% du taux de conversion dans la partie obligatoire du deuxième pilier.

Mais toutes les formes progressistes du pays soutiennent cette réforme et veulent gagner la votation du 24 septembre prochain, car la sécurité des rentes ne peut être assurée que par le renforcement de l'AVS. On ne doit pas oublier les 530 000 personnes qui vivent dans la pauvreté malgré leur travail et les 500 000 autres en danger de paupérisation. Il faut avoir à l'esprit le très faible programme de lutte contre la pauvreté de la Confédération qui n'y consacre qu'un million de francs.

Une chance à saisir. Votez un grand OUI!

**Raymond Puippe**

### Non à la retraite à 67 (70) ans – Oui à PV2020

Quelques révolutionnaires de salon n'ont rien trouvé de mieux que de se ranger du côté de la droite économique et national-conservatrice pour faire échouer la tant discutée « Prévoyance 2020 ».

Je comprends les arguments de ces opposants et ce n'est pas forcément de gaîté de cœur, en tant que syndicaliste convaincu, que je souscris à cette réforme. Mais faire échouer la moins mauvaise des réformes n'est absolument pas une option. Les seuls qui ressortiront grandis de cette aventure seront membres de cette frange de la droite économique et néo-libérale. Les plus fervents opposants aux chambres fédérales dont l'objectif final reste de pondre un projet qui sera nettement plus douloureux pour les classes

laborieuses!

– Devons-nous prendre le risque de nous retrouver avec une AVS dont le financement n'est pas assuré, face aux futurs retraités toujours plus nombreux?

– Devons-nous prendre le risque d'arriver à la retraite à 67 voire 70 ans, comme le souhaiteraient certains PLR et UDC? (Qui, soit dit en passant, ne sont, pour la plupart, que des avocats et de riches entrepreneurs et donc certainement pas des ouvriers.)

Pour toutes ces raisons et toutes les incertitudes qui découleraient d'un refus en septembre, il est impératif d'accepter cet objet et ne pas risquer l'aventure du démantèlement de la plus sociale de nos assurances.

**Valentin Aymon**



### Le coup de griffe

#### LA MÉMOIRE DU LIEU

**Bernard Attinger** – Après une brève polémique sur l'abattage des platanes de la petite cour à la pointe entre Sionne, couverte, et la rue de Loèche, à Sion, il est bon de se souvenir que les souvenirs, les traces du passé, sont importantes et constituent la mémoire d'une cité.

Dans le cas particulier, si je parle d'une cour et non pas d'un jardin public c'est bien parce cet espace était la cour de l'école protestante, située au rez de chaussée du presbytère protestant, le bâtiment, actuellement jaune, qui était le pendant du Temple voisin\*. Ces platanes correspondaient bien à ce type de cour d'école. Respecter le lieu, en garder la mémoire, c'est conserver cette image de cour et ne pas le transformer en « jardinet ».

De même le chemin dit « des capucins » caractérisé par sa position entre deux murs parallèles,

qui conduit de la route « de Savièse » à la route de Gravelone ne doit pas être banalisé parce que ses murs ont été démolis pour permettre un chantier. Il faut le rétablir dans son état original en se référant à des relevés ou d'anciennes photos aériennes. Que reste-t-il des reliefs du fossé nord de la ville, on les voyait encore dans mon enfance sur l'avenue Ritz? Qu'est devenu le couvert de la petite fontaine au sommet de la rue de Savièse? ça coûtait quoi de le remettre?

Ce sont peut-être des détails pour vous, mais il s'agit de ne pas effacer, par paresse ou inertie, ce genre de traces qui personnalisent une ville. Petit à petit, sans y prendre garde, on arrache les pages de notre histoire...

\* voir, à ce propos l'excellent livre de Bernard Reist: les trois vies du pasteur Blocher...





## MÉMENTO 2017

>> 15 septembre 2017 <<  
SION | AULA DU COLLÈGE DE LA PLANTA  
| 19 H

Débat PV 2020,  
avec Ruth Dreifuss  
et Philippe Nantermod

>> 16 septembre 2017 <<  
SION | HES-SO | 14H30

Congrès extraordinaire du PSVR,  
invitée d'honneur Ruth Dreifuss

>> 21 septembre 2017 <<  
SAVIÈSE | AUDITORIUM DU CENTRE SCOLAIRE  
DE MORÉCHON | 20H

Assemblée générale du PS Savièse

>> 24 septembre 2017 <<  
Votations fédérales

Pour les votations fédérales du  
24 septembre, le PSVR organise un

# DÉBAT SUR LA PRÉVOYANCE 2020

à l'AULA du lycée-collège de la Planta  
à Sion - 19h00

Avec la participation de:



Ruth Dreifuss,  
ancienne conseillère fédérale



Philippe Nantermod,  
conseiller national

Modération: Florian Barbey



Vendredi 15 septembre 2017

LA POSTE

JAA CH-1950 Sion 1

le peuple.**vs**



## CONCOURS

Solution au concours du numéro 97 du 25 août 2017: Cézanne, Le lac bleu d'Annecy.

La gagnante du jeu du 25 août est: *Christiane Posse à Saint-Maurice*. Elle recevra une entrée pour l'exposition de la Fondation Gianadda: Cézanne, le Chant de la Terre. Nous remercions la fondation pour sa générosité.

Aujourd'hui, **PHOTO-MYSTÈRE**.

Où se trouve ce funiculaire et en quelle année a-t-il été inauguré?

Les réponses doivent nous parvenir au plus tard le **vendredi 15 septembre 2017** par courrier électronique à l'adresse: [redaction@lepeuplevs.ch](mailto:redaction@lepeuplevs.ch), par voie postale à Barbara Lantheman - PSVR - Rue de Conthey 2 - 1950 Sion.



Bimensuel - 5<sup>e</sup> année | [www.lepeuplevs.ch](http://www.lepeuplevs.ch) | **Rédaction:** Barbara Lantheman - PSVR - Rue de Conthey 2 - 1950 Sion - [redaction@lepeuplevs.ch](mailto:redaction@lepeuplevs.ch) | **Abonnement annuel:** CHF 90.- | **Abonnement de soutien:** CHF 120.- | **Abonnement pour les membres JSVR:** CHF 50.- | **Tarifs de publicité:** CHF 200.- (1/8 page) / CHF 400.- (1/4 page) / CHF 800.- (1/2 page) / CHF 1600.- (page complète) | **Administration et publicité:** Le Peuple.VS - Rue de Conthey 2 - 1950 Sion - M 079 443 76 41 - [abonnement@lepeuplevs.ch](mailto:abonnement@lepeuplevs.ch) - [publicite@lepeuplevs.ch](mailto:publicite@lepeuplevs.ch)